

CCBCL INFO



C.C.B.C.L

SOMMAIRE

Actualité de la Chambre p. 1-2

Nouvelles de Lubumbashi p. 3-4

Annonces p. 5-8

Messages p. 9

Affaires juridiques p. 10

Dossier p. 11-13

Appels d'offres p. 14-15

Échos du Congo p. 16-20

Échos de l'Étranger p. 21-24

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de la Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Heures d'ouvertures du secrétariat

Du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30

Téléphone

081 88 48 319
089 89 49 292

E-mail

ccbc@gbs.cd

Site web

www.ccbc-rdc.be

Ce bulletin est réalisé grâce à l'appui du SPF Affaires Etrangères et des Régions

ACTIVITES DU MOIS DE JUIN 2011

Réunion du Conseil d'Administration, le jeudi 16 juin

Le Conseil d'Administration s'est tenu le jeudi 16 mai dans les locaux de la CCBCL.

Parmi les points à l'ordre du jour, il était question de discuter des résultats de l'enquête de satisfaction et d'émettre des suggestions destinées à améliorer le service et les activités de la Chambre. Il ressort principalement de cette enquête que certains de nos membres souhaitent pouvoir bénéficier d'un support plus accru de la chambre au niveau pratique et juridique pour le fonctionnement et le développement de leurs affaires. D'autre part, d'autres membres attendent de notre part un renforcement des liens entre les hommes d'affaires belges et congolais. Au vu de ces deux principales attentes, les Administrateurs se sont engagés à mener les actions suivantes :

- Inventorier toutes les nouvelles publications et tous les nouveaux livres acquis par la Chambre et mettre à nouveau la bibliothèque à la disposition des membres ;
- Intensifier les relations avec les différents organismes belges présents en RD Congo, comme par exemple la fondation ABEO (qui est une fondation belge, représenté par Ernest Pole, dont l'objectif global est de promouvoir le Droit au développement et de protéger les droits fondamentaux des individus, sans discrimination et de manière participative ; vous trouverez de plus amples informations sur cette fondation en page 5 de notre CCBCL-info n°60 du mois de mars 2011 et sur www.abeo.be), ou comme Beltrade (représenté par Jérôme Roux, qui est la représentation économique et commerciale des régions Bruxelloise, Wallonne et Flamande à Kinshasa et qui a pour vocation d'aider les entreprises belges et congolaises à nouer des relations d'affaires ; vous trouverez de plus amples informations sur www.beltrade-congo.be);

Nous vous rappelons également que le calendrier des activités de la Chambre pour la seconde partie de l'année 2011 vous offrira de nombreuses activités axées sur les liens entre la Belgique et le Congo telles que :

- La « semaine belge » à Kinshasa ;
- Le « WE belge » à Lubumbashi ;
- La Mission économique en Belgique et au Luxembourg.

ACTIVITES DU MOIS DE JUILLET 2011

Réunion du Conseil d'Administration, le mardi 12 juillet

Le Conseil d'Administration se réunira le jeudi 12 juillet dans l'hôtel Sultani, et sera suivi par un cocktail offert par l'Administrateur Nicole Sulu.

ACTUALITES DIVERSES

Démissions

Nous vous informons de la démission de l'Administrateur Sven Marinus qui a décidé de relever un nouveau défi en Belgique. Lui et sa famille quitteront Kinshasa prochainement. Ceci implique également le départ de l'actuelle Déléguée, Vicky De Beule, l'épouse de Sven Marinus, qui a rejoint la Chambre depuis juin 2010. Le Président de la Chambre et l'ensemble des Administrateurs remercient Mr et Mme Marinus pour leur travail à la Chambre et leur souhaitent beaucoup de succès professionnels et privés. Mme Vicky De Beule-Marinus sera remplacée par Mme Caroline Nicaise à partir du mois de juillet 2011.

Dépliants

Les nouveaux dépliants de la Chambre sont à votre disposition au Secrétariat. Vous trouverez en annexe de ce CCBCL-Info quelques exemplaires que nous vous invitons à partager avec vos contacts professionnels et amicaux qui ne sont pas encore membres de notre Chambre.

Nouvel Annuaire

Nous avons également le plaisir de vous annoncer la publication de notre nouvel Annuaire 2011-2012. La distribution de cet ouvrage sera effectuée après les congés de la Chambre du mois d'août.

Votre Chambre sera fermée pendant le mois d'août 2011. Nous vous souhaitons de très bonnes vacances !

Activités du mois de juin

Déjeuner-Conférence, le 17 juin

L'Antenne de Lubumbashi a organisé le 17 juin dernier son deuxième Déjeuner-Conférence au Park Hotel à Lubumbashi. L'objet de l'exposé était : « La situation actuelle et perspectives de l'activité ferroviaire en RDC », présenté par le conférencier Monsieur Vincent TSHIONGO NGALULA, Administrateur de VECTURIS S.A. et Chef de Projet SNCC.



Réunion, le jeudi 23 juin

La réunion de l'Antenne s'est tenue le jeudi 23 juin à 17h.

Activités à venir

L'Antenne de Lubumbashi a le plaisir de vous communiquer les activités qui devraient en principe avoir lieu après les vacances d'été, alors notez-les déjà dans vos agendas!

- Week-end Belge : le 1er et 2 octobre ;
- Le 3ème Déjeuner-Conférence : fin novembre, début décembre ;
- La 2^{ème} visite d'entreprise : Chez la Mine de Luisushi : le vendredi 16 septembre.

Les activités et les services organisés par la CCBCL, située à Lubumbashi sont automatiquement valables pour les membres qui se trouvent à Kinshasa et vice versa !

a) Programme des foires et salons 2011

MATEXPO

Salon des professionnels International Machines et Matériels de la Construction, Industrie et Environnement.

Lieu : Kortrijk Xpo

Doorniksesteenweg 216, 8500 Kortrijk, Belgique

07/09 – 11/09

Organisation: Matexpo

Kennedypark 31B, 8500 Kortrijk, Belgique

Tél.: 056/21 08 32 - Fax: 056/25 79 82

info@matexpo.com

www.matexpo.com

PASSIVEHOUSE

Bâtir, Rénover, Immobilier

Lieu : Tour & Taxis

Avenue du Port 86C, 1000 Bruxelles, Belgique

09/09 – 11/09

Organisation: Passiefhuis Platform vzw

Gitschotellei 138, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03 235 02 81

www.passiefhuisplatform.be

EASYFAIRS ECL 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : le point de rencontre pour les électro-installateurs

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

EASYFAIRS HVAC 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : installation, performance énergétique et de climatisation intérieure

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

EASYFAIRS PROJECT BUILD 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : l'événement professionnel pour la création et la construction de projets.

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Annonces

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53
antwerp@easyfairs.com
www.easyfairs.com

EASYFAIRS DECO & FINISH 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : l'événement professionnel pour la finition constructive et décorative des bâtiments.

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

5ème Salon International des Pièces de Rechange

Lieu : Auto parts Expo

CLAPE, Beijing, Chine

08/10 – 10/10

Lieu et Date limite du dépôt formulaire : iapchina@yahoo.com.cn au plus tard 10 août 2011

Email : www.iapchina.com

7ième Edition de iPAD DRC (Infrastructure Partnerships for African Development)

10% de réduction sur les frais d'inscriptions pour les membres de la CCBCL !!

Pour pouvoir profiter de cette réduction, veuillez-noter dans les blocs de commentaires/suggestions que vous êtes membre de la CCBCL le moment que vous vous inscrivez en ligne !!

The 7th edition of Infrastructure Partnerships for African Development (iPAD) DRC pays tribute to this exciting emerging economy by providing the platform for international financiers, mining houses, energy companies, and elite suppliers to the industry to attend and unite with government and utility representatives to uncover solutions for investment and industrial development within the nation.

Bridge the gap between international perceptions and Congolese realities by securing your presence at the 7th annual Infrastructure Partnerships for African Development (iPAD) DRC. The importance of creating a favorable investment climate will be one of many important topics up for debate at iPAD DRC this year as foreign diplomats, business leaders, and Congolese decision makers unite to discuss the future of the nation with particular emphasis on critical fiscal and legal issues now affecting exploration, extraction, and industrial development. The 2 day exhibition features the pioneer organizations providing technology, products and services for the development of key economic sectors such as electricity, finance, transport and logistics, hydrocarbons, and legal issues in support of infrastructure development for extractive industry enhancement.

Highlights:

- **Two-day international exhibition** delivering the latest technology in mining, electricity, hydrocarbons, finance, transport and construction
- Learn about the country's specific electrical and financial requirements necessary to achieve sustainable industrial development from **prestigious Congolese officials and thought leaders**

Annonces

- **Direct access to doing business in the DRC:** engage first-hand with business executives who can provide local value-added service and facilitate cross-border partnerships.
- **Personalized service:** we will invite your clients on your behalf and facilitate their participation
- Take advantage of the post-conference **2nd annual iPAD Katanga Mining Briefing** being held in Lubumbashi for elite networking opportunities with top investors and mining personalities complete with assisted French/English translation in a red carpet environment

KINSHASA

Lieu: Grand Hotel, Kinshasa

Organisation: iPAD DRC

Date : du 3 au 4 octobre 2011

Lieu d'inscription: www.drc.ipad-africa.com

LUBUMBASHI

Lieu : Grand Hotel Karavia, Lubumbashi

Organisation: iPAD DRC

Date : du 6 au 7 octobre 2011

Lieu d'inscription: www.drc.ipad-africa.com

+ **Visite minière (participants limités) :** le 8 octobre 2011

A2D Conseil

- **17 au 19 Juillet à Ouagadougou au Burkina Faso**, Forum sous-régional : les nouveaux moteurs de croissance économique et de la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest organisé par le Bureau International du Travail avec l'assistance technique de A2D Conseil ;
- **21 Octobre à l'hôtel Golden Tulip Farah à Casablanca au Maroc**, Congrès sur les énergies renouvelables : moteur de développement des éco-entreprises organisé par la fondation Agissons Vert ;
- **27 Octobre à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Picardie / Agence Régionale d'Exportation de Picardie, France**, Intervention sur les opportunités de green en Afrique Centrale et les financements innovants dans le domaine de l'économie verte ;
- **8 au 10 Novembre au siège du GICAM** (principale organisation patronale du Cameroun) **à Douala au Cameroun, Forum Internationale des Pionniers de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Afrique** organisé par l'Institut Afrique RSE en partenariat avec Le GICAM. Enjeu : « **co-construction d'une RSE par l'Afrique et pour l'Afrique** » Partenaires médias : Financial Times, Les Afriques et LE MOCI.

Information et contact:

Thierry Téné

Directeur de A2D Conseil

Tel : +33 (0) 6 21 93 91 45

Skype: tenethierry1

www.a2dconseil.eu - www.lesafriques.com - www.thierrytene.com

b) Curricula vitae

CV Xavier Dupont : Voir en annexe

*« Ayant terminé un cycle d'études en commerce international à Bruxelles en juin 2010, j'ai par la suite eu l'occasion de me professionnaliser en travaillant dans la plus grande casse automobile de Wallonie. L'Afrique et les rapports commerciaux entre pays ont toujours été, pour moi, un objectif. C'est pourquoi, aujourd'hui **je prépare un voyage en RDC au mois de septembre et ce dans le but d'y trouver un emploi.** Pour optimiser mon voyage d'un mois, je souhaite d'ores et déjà vous proposer mon cv. Sachez que motivation, persévérance et curiosité sont les éléments qui me caractérisent le mieux. Vous trouverez en pièce jointe mon curriculum vitae, ainsi que mes coordonnées complètes. Si ma candidature retient votre attention, je me ferai un plaisir de vous communiquer davantage de renseignements lors de l'entrevue que vous voudriez bien m'accorder au mois de septembre en RDC. Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées. »*

Dupont Xavier

c) Ex-Change

Nous vous informons que la newsletter de notre partenaire Ex-Change est disponible à l'adresse suivante : <http://www.ex-change-expertise.be/newsletter/NL011/>

Veillez noter que cet hyperlien reste actif environ 3 mois d'affilée.

d) Lecture intéressante

Deux études ont récemment été réalisées par la Banque Africaine de Développement et intitulées sur les ambitions économiques de la Chine et de l'Inde en Afrique :

- *China's Engagement and Aid Effectiveness in Africa* à consulter à l'adresse suivante <http://www.afdb.org>

- *India's Economic Engagement with Africa* à consulter à l'adresse suivante <http://fr.allafrica.com/download/resource/main/main/idatcs/00020913:887d04f0391cc146185cd1cebc279c31.pdf>

DUPONT Xavier

Nationalité : belge

Célibataire

25 ans

Né le 08/11/1985 à Renaix

Pas d'enfants

Permis : B (voiture), A (moto), bateau

Rue Pétrieux, 215B

7532 Béclers

Belgique

Email: dupontxavier@hotmail.com

Tel : + 32 475 / 29. 87. 30.



Objet : Recherche emploi

Expériences professionnelles

STAGES

Janvier – Mai 2011

Stage Formation – insertion en entreprise (contrat PFI), effectué chez **Autos Deknudt SA à Leuze-en-Hainaut** (démontage de véhicule hors d'usages, accueil et conseil de la clientèle, vente en directe, vente sur Internet,...)

Janvier – Mai 2010

Stage commercial, effectué chez **Energreen à Wavre** (gestion de dossier client, réalisation de devis, agrégation d'installations photovoltaïques...)

Juillet 2007

Stage commercial chez **BizzDev à Leuze-en-Hainaut** (étude de marché complète pour un nouveau produit de leur gamme avec recherche de clients éventuels par téléphone).

JOBS ÉTUDIANTS & JOB INTÉRIMAIRE

Septembre à décembre 2010

Job intérimaire, effectué chez **Autos Deknudt SA** (Démontage de véhicule hors d'usage en atelier spécialisé)

Juillet 2010

Job étudiant, effectué chez **Energreen à Wavre** (gestion de dossier client, réalisation de devis, montage d'installations photovoltaïques...)

Étés 2008 et 2009

Barman et garçon de salle, Travail intérimaire à **Londres**

A « **Belgique** » shop : sandwicherie, petite restauration, tea-room, pâtisserie.

Formations

2006-2010

EPHEC (Bruxelles) : Baccalauréat en Commerce International : Droit Des Affaires Internationales, Anglais, Néerlandais, Environnement International, Marketing, TVA et Législation douanière, Logistique, Création d'entreprises,...

2002-2006

Institut Don Bosco (Tournai) : Scientifiques Industrielles : Electromécanique, Langues Modernes, Mathématiques, Sciences...

Langues

- **Français** : Langue maternelle

- **Anglais** : Niveau intermédiaire

Langue apprise au cours de mes études et pratiqué lors de mes différentes expériences professionnelles et touristiques:

- Étés 2008 et 2009: Travail dans un coffee shop à Londres (Belgique shop, South Woodford).
- Été 2006 : voyage d'immersion de 3 semaines à Londres + cours de langue à la ST-George Institute.
- Été 2005: voyage de 6 semaines en immersion dans deux familles australiennes.

- **Néerlandais** : Niveau Intermédiaire

Langue apprise au cours de mes études et pratiquée lors de mes différentes expériences professionnelles.

Compétences Informatiques

- **Microsoft Word** Niveau avancé

Rapport et cours

- **Microsoft Powerpoint** Niveau avancé

Supports aux présentations orales durant les études

- **Microsoft Outlook** Niveau avancé

Correspondance diverse par Email

- **Microsoft Excel** Niveau avancé

Utilisation poussée lors des cours

- **Microsoft Access** Niveau avancé

Utilisation poussée lors des cours

- **Ethnos** Niveau avancé

Utilisation poussée lors des cours

Centres d'intérêt

Mécanique et électricité - Sports moteurs, sports de vitesses, 4X4, moto - **Randonnées**, classiques ou en montagne - **Ski**

Bienvenue aux nouveaux membres !

AVOCAT

Activités : Assistance – Accompagnement – Domiciliation – Etudes - Arbitrage

Représentation : Lysette MBIYE MUTOMBO

Fonction : Avocat

Adresse : Immeuble le Royal, local 216 – 217, Kinshasa - Gombe

Email : lysettembiye@yahoo.fr

Tél. : 099 31 73 357

AVOCAT

Activités : Représentation – Assistance – Conseil – Consultation

Représentation : Don Déogracias MIDAGU MUTIYA

Fonction : Avocat

Adresse : Nouvelle Galerie présidentielle, Rez de chaussé, local RCM 16, Kinshasa - Gombe

Email : dmidagu@yahoo.fr

Tél. : 099 78 04 441

JOURNAL OFFICIEL – RAPPEL

La Chambre vous informe que nous avons renouvelé notre abonnement au Journal Officiel pour l'exercice 2011.

Nous avons souscrits pour les Numéros Ordinaires, dans la première partie bimensuelle, qui comprennent :

- les textes légaux et réglementaires de la République Démocratique du Congo (les lois, les décrets-lois, les décrets et les arrêtés ministériels...);
- les actes de procédures (les assignations, les citations, les notifications, les requêtes, les jugements, arrêtés...);
- les annonces et avis.

Et les Numéros Spéciaux s'intéressant sur :

- la Constitution de la RDC ;
- le Code de la Famille ;
- le Code Minier ;
- le Code du Travail
- le Code Judiciaire Militaire & Code Pénal Militaire ;
- le Code Forestier ;
- le Code Foncier ;
- le Code de la Route ;
- le Code de Navigation Fluviale, Lacustre et Maritime ;
- le Code de Navigation Aérienne ;
- le Code Pénal ;
- le Règlement Minier ;
- l'inspection Générale des Finances (IGF) ;
- les numéros sur la Poste et Télécommunication ;
- la loi sur la Nationalité Congolaise.

Vous êtes les bienvenus à la Chambre si vous souhaitez faire la lecture ou une copie d'un numéro.

Le Groupe de la Banque mondiale annonce la mise en place d'un nouvel instrument pour aider les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires dans les pays en développement à faire face à la volatilité des prix

Source : www.worldbank.org du 21/06/2011.

Le Groupe de la Banque mondiale annonce ce jour la mise en place d'un nouveau produit de gestion de risques qui permettra de dégager dans un premier temps jusqu'à 4 milliards de dollars pour aider à protéger les agriculteurs, les producteurs de denrées alimentaires et les consommateurs contre la volatilité des prix dans les pays en développement. Le Groupe s'attaque ainsi à un problème majeur qui sera examiné cette semaine par les ministres du Groupe des 20 (G20).

Ce tout nouveau produit permettra d'élargir l'accès à des instruments de couverture pour protéger les consommateurs et les producteurs de denrées agricoles contre la volatilité des prix. Il permettra également de protéger les acheteurs contre la hausse des prix du bétail sur pied ou de denrées telles que le blé, le sucre, le cacao, le lait, le maïs, le soja et le riz. « *Grâce à ce nouvel instrument, nous pouvons aider les agriculteurs, les producteurs de denrées alimentaires et les consommateurs à se prémunir de la fluctuation des prix, à renforcer leur position créditrice et à élargir leur accès au crédit* », a indiqué le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick. Et d'ajouter : « *Cet instrument témoigne de ce que peut faire une ingénierie financière sensée : améliorer la vie des pauvres* ».

Le produit, le Mécanisme de gestion des risques associés aux prix des produits agricoles (APRM), sera lancé dans un premier temps par l'IFC, l'institution du Groupe de la Banque mondiale qui s'occupe du secteur privé, et par la banque d'investissement J.P. Morgan. L'IFC espère pouvoir déployer ce produit avec le concours d'autres banques en temps opportun. « *Nous sommes fiers que la Banque mondiale et l'IFC aient choisi de s'associer à J.P. Morgan pour aider à s'attaquer à ce problème de politique publique dans les pays en développement* », s'est félicité Jes Staley, directeur général de J.P. Morgan.

Dans le cadre du mécanisme initial mis en place avec J.P. Morgan, l'IFC engagera jusqu'à 200 millions de dollars pour couvrir le risque de crédit représenté par les clients ayant recours à des instruments spécifiques de couverture des risques associés aux prix, et J.P. Morgan assumera ce risque au moins à la même hauteur. Étant donné que l'engagement associé aux opérations de gestion des risques est généralement inférieur au montant principal de la couverture mise à la disposition des clients, les engagements jumelés des deux institutions devraient permettre de dégager non moins de 4 milliards de dollars pour la protection contre la volatilité des prix, dont l'arrangement serait assuré par J.P. Morgan pour les producteurs et les acheteurs de produits agricoles dans les marchés émergents. Parmi les clients susceptibles d'avoir recours à l'APRM figurent les producteurs agricoles, les consommateurs, les revendeurs, les coopératives et les banques locales, ainsi que d'autres acteurs qui remplissent des critères préétablis.

La mise au point d'instruments de gestion des risques fait partie des projets que les ministres de l'Agriculture du G20 examineront à leur réunion de Paris cette semaine. Elle figurait également dans un plan à neuf points recommandé par le président de la Banque mondiale en janvier pour faire face à la hausse et à la volatilité des prix des denrées alimentaires.

La stabilité des prix est capitale pour aider les producteurs à obtenir les financements nécessaires à l'expansion de leurs opérations et à l'augmentation de la production agricole, et pour assurer aux consommateurs un accès raisonnable aux ressources vivrières. Si les instruments de gestion des risques associés aux prix sont généralement utilisés dans le secteur agricole dans les pays développés, les instruments de couverture quant à eux ne peuvent être obtenus directement par les producteurs et les consommateurs de moindre envergure dans les marchés émergents en raison du niveau élevé des coûts initiaux et des dépôts de garantie obligatoires. Par ailleurs, de nombreuses institutions financières dans les marchés émergents ne sont pas encore rompues à ces services de gestion des risques et ne les proposent pas aux clients locaux.

Le nouvel instrument permet aux producteurs et aux consommateurs dans les pays en développement d'avoir accès aux services de gestion des risques associés aux prix. J.P. Morgan – et d'autres banques dans l'avenir – travailleront avec les clients dans les marchés émergents pour couvrir à bon droit ces risques dans le cadre de leurs activités. L'IFC facilite ce processus en assumant une partie du risque de crédit que représentent ces consommateurs.

Outre la promotion de l'utilisation des instruments de gestion des risques, M. Zoellick a indiqué que les ministres de l'Agriculture du G20 pourraient prendre, cette semaine, une mesure importante pour faire face à la hausse et à la volatilité des prix des denrées alimentaires, en décidant d'accroître la transparence dans le secteur agricole, grâce à un système d'information qui permettrait d'élargir l'accès du public aux renseignements sur la qualité et la quantité des stocks de céréales.

S'exprimant avant la tenue de la réunion, M. Zoellick a fait savoir qu'il a bon espoir que les ministres de l'Agriculture du G20 prendront les premières mesures en décidant d'exempter l'aide alimentaire à caractère humanitaire de l'interdiction d'exportation, afin que celle-ci puisse parvenir en temps utile aux populations souffrant de faim et sauver ainsi des vies.

« Nous traversons une période de volatilité extraordinaire des prix des denrées alimentaires, qui pourrait véritablement porter un préjudice irréparable à la plupart des pays et des populations les plus vulnérables », a mis en garde M. Zoellick. Et d'ajouter : « Le niveau élevé, l'incertitude et la volatilité des prix représentent la plus grave menace qui pèse sur les plus vulnérables dans le monde en développement. Les populations ont faim et attendent impatiemment des actions à l'échelle mondiale ».

Le président de la Banque mondiale a fait savoir qu'une transparence accrue dans les stocks de denrées alimentaires à travers le monde constitue un signal fort qui aiderait à réduire la volatilité des prix en rassurant les marchés et en contribuant à contenir la panique provoquée par la flambée des prix.

M. Zoellick a déclaré que les chiffres mettaient en exergue les contraintes exercées sur le système agricole mondial, exacerbées par une demande de produits alimentaires de plus en plus forte. La croissance annuelle de la production de riz et de blé dans les pays en développement – qui abritent les 4/5 de la population mondiale – a reculé de 3% dans les années 70 à tout juste 1% aujourd'hui.

Mettant en garde contre la menace que le changement climatique fait peser sur l'agriculture, il a rappelé qu'en l'absence de mesures d'adaptation fortes, le changement climatique pourrait faire baisser la production de 16% dans le monde et de 28% dans le seul continent africain au cours des 50 années à venir.

Le président de la Banque mondiale a indiqué qu'il faudrait davantage investir dans la recherche agricole pour augmenter la production alimentaire de 70% afin de nourrir une population mondiale qui devrait dépasser les 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

« Nous devons faire preuve de créativité dans le domaine agricole, de sorte à non seulement produire davantage mais aussi à rendre les cultures plus résistantes, si nous devons relever le défi qui consiste à nourrir une population croissante dans un contexte plus difficile et plus imprévisible », a recommandé M. Zoellick.

D'après les estimations du Groupe de la Banque mondiale, depuis le mois de juin de l'année dernière, l'augmentation et la volatilité des prix des denrées alimentaires ont fait basculer quelque 44 millions de personnes de plus dans la pauvreté, dont le seuil est fixé à moins de 1,25 dollar par jour. Près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit un habitant de la planète sur sept.

Le Groupe de la Banque mondiale a renforcé son aide à l'agriculture en augmentant ses dépenses annuelles dans ce secteur, lesquelles sont passées d'environ 4,1 milliards de dollars en 2006-08 à 6,2 à 8,3 milliards de dollars en 2010-12.

Avis d'appel d'offres pour Fourniture et installation des équipements solaires photovoltaïques

Financement : FAD

Responsable : CIMA

Date limite : le 12 juillet 2011

Tél : 099 15 25 933

Email : cima.modpapdds@yahoo.fr

Adresse : 18, Avenue Munyororo, Commune de la Makiso, Kisangani– RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Coordination des Projets de la SNEL

Financement : IDA

Responsable : BCECO

Date limite : le 14 juillet 2011

Tél : 081 51 36 729 – 081 99 99 180

Email : bceco@bceco.cd, dpm@bceco.cd, bcecobceco@yahoo.fr, dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Concession Utexafrica, Local 301, Ngaliema, Kinshasa – RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Acquisitions Matériels Informatiques, Mobiliers de Bureau, Appareils Electroménagers et Consommables de bureau

Financement : IDA

Responsable : PRCG

Date limite : le 15 juillet 2011

Tél : 099 29 05 755 - 099 29 05 762

Email : prcgrdc@gmail.com

Adresse : Blvd Colonel Tshatshi dans l'enceinte du Ministère de l'Intérieur, Gombe, Kinshasa – RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Fourniture des matériels informatiques et photographiques

Financement : FEM TF et IDA

Responsable : UC-PFCN

Date limite : le 23 juillet 2011

Tél : 08116 01 610 – 081 50 46 070

Email : ucpfcn@gmail.com

Adresse : 63, Avenue Colonel Mondjiba, Concession COTEX, Ngaliema, Kinshasa – RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Fourniture de cinq (05) draisines de chantier équipées de grue hydraulique, en un lot indivisible, pour le compte de la SNCC

Financement : IDA

Responsable : PTM/SNCC

Date limite : le 16 août 2011

Tél : 099 32 57 868 – 099 84 65 444 – 099 99 43 589

Email : ptmsncc@gmail.com

Adresse : 115, Avenue de la Gare, Lubumbashi – RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Acquisition de pièces de rechange pour la réhabilitation complète de 4 locomotives de manœuvres, le rattrapage de la maintenance de 4 locomotives de manœuvres et acquisition de 5 boîtes VOITH

Financement : IDA

Responsable : PTM/SNCC

Date limite : le 17 août 2011

Tél : 099 32 57 868 – 099 84 65 444 – 099 99 43 589

Email : ptmsncc@gmail.com

Adresse : 115, Avenue de la Gare, Lubumbashi – RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Fourniture de 3.968 tonnes de rails neuf de profil 40kg/m

Financement : IDA

Responsable : PTM/SNCC

Date limite : le 24 août 2011

Tél : 099 32 57 868 – 099 84 65 444 – 099 99 43 589

Email : ptmsncc@gmail.com – patrick.anatole@yahoo.fr – mikemulongo7@yahoo.fr

Adresse : 115, Avenue de la Gare, Lubumbashi – RDCongo

George Forrest crée une fondation pour promouvoir la bonne gouvernance en Afrique

Source : www.digitalcongo.net du 28/06/2011

L'homme d'affaires belge, George Arthur Forrest, président du groupe « Malta Forrest » actif en République démocratique du Congo (RDC), a présenté la nouvelle fondation portant son nom et visant à promouvoir la bonne gouvernance en Afrique.

Cette initiative s'inscrit, a-t-il indiqué, dans la droite ligne de sa connaissance du continent. La fondation, en gestation depuis bien longtemps, sera présidée par Cheick Modibo Diarra, un sujet malien qui préside Microsoft Afrique, a annoncé M. Forrest au cours d'une conférence de presse à Bruxelles. Son directeur général sera quant à lui Olivier Alsteens, un ancien porte-parole de Louis Michel lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères et, jusqu'il y a peu, directeur général de la communication externe à la chancellerie du Premier ministre. Le premier conseil d'administration de la fondation devait se tenir vendredi dernier et fixer son budget, a précisé M. Forrest, qui n'a cité aucun montant pour les moyens dont elle disposera. Cette fondation a pour objet de contribuer au renforcement de la bonne gouvernance économique, sociale et politique en Afrique. Des projets ont d'ores et déjà été initiés dans le domaine de l'éducation, a expliqué M. Modibo.

La fondation compte travailler en synergie avec d'autres institutions et personnes déjà sur le terrain, a-t-il ajouté, citant notamment L'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) pour des projets liés à l'éducation. Elle accordera ainsi, selon lui, la priorité aux domaines "presque achevés" pour "maximiser les efforts déjà fournis". M. Alsteens a ainsi mentionné, parmi les premières réalisations, le financement d'un livre décrivant le travail du docteur Denis Mukwege, le directeur l'Hôpital de Panzi, à Bukavu (Est de la RDC), qui a soigné des milliers de femmes victimes de viols. Le groupe George Forrest International (GFI), du nom de cet entrepreneur belge, est présent depuis 1922 dans la province du Katanga (sud-est de la RDC), où il est actif dans divers secteurs industriels, dont des exploitations minières, des cimenteries, des entreprises de travaux publics et des entreprises de transport.

En tournée en Afrique : Le président sud-coréen attendu à Kinshasa avec une centaine d'investisseurs

Source : www.mediacongo.net du 28/06/2011

Le président sud-Coréen Lee Myung-Bak et son épouse Kim Yoon-Ok effectue du samedi 2 au jeudi 7 juillet 2011 une tournée en Afrique qui les conduira respectivement en Afrique du Sud, en RDC et en Ethiopie. Lee arrive d'abord à Durban. Dans cette ville, le président sud-coréen va solliciter le concours des autorités sud-africaines et d'autres pays pour soutenir la candidature de la ville coréenne de PyeongChang à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2018. Le président sud coréen conduit en personne la délégation sud-coréenne à la présentation officielle de la candidature de la ville de PyeongChang devant les membres du Comité international olympique (CIO) qui désigneront cette semaine à Durban la ville qui doit organiser les Jeux Olympiques de 2018.

Au cours de la 123^{ème} session du comité International Olympique à Durban, le président Lee Myung entend montrer que son pays dispose des atouts et des possibilités colossales pour organiser les Jeux olympiques de 2018. Toujours à Durban, le président Lee Myung-Bak sera reçu par le président Jacob Zuma.

Les deux chefs d'Etat échangeront sur les moyens d'accroître la coopération bilatérale entre l'Afrique du Sud et la Corée du sud sur les opportunités d'accroître le commerce et les investissements ainsi qu'une coopération plus accrue dans le secteur de l'énergie et du nucléaire. La Corée du Sud aujourd'hui joue un rôle de premier plan sur l'échiquier économique mondial. Selon des sources diplomatiques, les présidents Lee et Zuma évoqueront des questions liées au développement et de la situation politique dans la Péninsule coréenne, en Afrique ainsi qu'ailleurs dans le monde.

Business Forum

Le président sud-coréen poursuivra sa visite en République démocratique du Congo. Le lundi 4 juillet 2011, le président Lee Myung-Bak rencontrera son homologue congolais Joseph Kabila. Au cours de leurs entretiens, les deux personnalités échangeront sur les moyens de renforcer et de redynamiser les relations de coopération entre la Corée du Sud et la République démocratique du Congo notamment dans les domaines de l'agriculture et du commerce, de l'énergie, des ressources naturelles, des infrastructures, de la construction. Les deux Chefs d'Etat vont à coup sûr étudier les voies et moyens pour travailler ensemble pour la promotion de la coopération bilatérale entre leurs deux pays. Pays développé, la Corée du sud dispose aujourd'hui d'une grande expertise dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures, de l'aéronautique, de l'industrie automobile, de la nouvelle technologie de l'information, qu'elle est prête à mettre au service de la RDC. En retour, le pays peut commercialiser ses ressources naturelles auprès de la Corée.

Au cours de son séjour à Kinshasa, le président sud-coréen assistera à Kinshasa au Forum d'Affaires Corée-République démocratique du Congo. Ce Forum va réunir des hommes d'affaires sud coréens et leurs homologues congolais. L'objectif de ce forum est de renforcer la coopération économique entre les deux pays et surtout à encourager des hommes d'affaires sud-coréens à venir investir en République démocratique du Congo. Le président sud-coréen est accompagné d'une centaine d'investisseurs. Durant son séjour à Kinshasa, le président Lee Myung-Bak va également rencontrer la communauté coréenne vivant en RDC.

Après la République démocratique du Congo, le président Lee Myung-Bak et son épouse Kim Yoon-ok se rendront à Addis-Abeba en Ethiopie où il aura des entretiens avec le président Meles Zenawi. Là également, il sera question d'échanges dans le cadre de la coopération bilatérale entre la Corée du sud et l'Ethiopie, notamment dans les domaines de l'agriculture, du commerce, des infrastructures, de nouvelles technologies de l'information. A Addis-Abeba, le président sud coréen va inaugurer un mémorial pour vétérans coréens de la guerre mondiale avant de rencontrer la communauté coréenne d'Addis-Abeba.

17e sommet de l'Union africaine : le Maep expliqué aux nuls

Source : www.jeuncafrique.com du 28/06/2011

Dans le cadre du 17e sommet de l'Union Africaine, le 15e Forum des chefs d'État du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep) se tiendra à Malabo, le 29 juin. Il a pour objectif d'encourager l'adoption par ses adhérents de pratiques et de normes visant à promouvoir la stabilité politique et l'essor socio-économique. Explications. Créé en 2003, à la faveur de la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), le Maep est un instrument d'auto-évaluation auquel adhèrent librement et volontairement les membres de l'Union Africaine (UA).

Il a pour objectif d'encourager l'adoption de politiques, normes et pratiques visant à promouvoir la stabilité et l'essor socio-économique en vue d'accélérer l'intégration régionale et continentale. L'élaboration des rapports d'évaluation se fait sur la base de la transparence et en l'absence de toute sorte de pression politique ou manipulation diplomatique.

14 pays évalués entre 2006 et 2011

Pour adhérer au Maep, il suffit à l'État ayant décidé de se plier à l'exercice de ratifier un protocole d'accord issu de la Déclaration de l'UA. Ensuite l'adhérent est soumis à des évaluations échelonnées dans le temps. La première se fait dans les dix-huit mois suivant l'adhésion. Elle est suivie d'évaluations périodiques qui ont lieu tous les deux ou quatre ans. Le pays adhérent peut néanmoins sortir de cette périodicité en raison d'imprévis ou encore lorsqu'il est dans une situation annonçant une crise politique et économique persistante. Depuis la création du Maep, une trentaine de pays* se sont engagés dans la démarche, dont 14 pays ont été évalués entre janvier 2006 et janvier 2011.

Structuration du Maep

Le Maep est composé de trois structures :

- **Le Forum des chefs d'État.** Constitué des chefs d'État et de gouvernements des pays membres, il se réunit deux fois par an, généralement à la veille des sommets de l'UA. Présidé depuis sa création par le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, ce dernier a émis le souhait d'être libéré de cette charge. Le président du Rwanda, Paul Kagamé, est pressenti pour la succession.
- **Le Panel des éminentes personnalités.** Composé d'intellectuels et d'universitaires africains, il est en charge de superviser, en toute indépendance, le processus d'évaluation et d'en garantir l'intégrité. Après l'examen du rapport d'évaluation, le panel, dirigé par l'universitaire algérien Mohamed Seghir Babes, émet des recommandations au Forum.
- **Le secrétariat du Maep.** Basé à Midrand, en Afrique du sud, cette structure d'appui technique et administratif, met en place une base de données sur la situation politique, économique et sociale des Etats membre. Cette banque de données est actualisée en permanence.

La Guinée équatoriale rejoint le Maep

À Malabo, le 15e Forum devra enregistrer l'adhésion de la Guinée équatoriale qui deviendra ainsi le 31e pays membre du Panel. Ensuite, les chefs d'État écouteront successivement le Béninois Thomas Yayi Boni, et le Burkinabé Blaise Compaoré. Après avoir été évalués en janvier 2008, pour le Bénin, et octobre 2008, pour le Burkina Faso, ces deux pays doivent soumettre un rapport d'étape sur la mise en œuvre des recommandations et suggestions qui leur ont été faites lors de la présentation de leur rapport d'évaluation. Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, République du Congo, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sao Tome y Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo, Zambie et, depuis le 29 juin, la Guinée équatoriale.

Les 14 pays ayant déjà été soumis à évaluation sont, par ordre chronologique : Ghana, Rwanda, Kenya, Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Ouganda, Nigeria, Burkina Faso, Mali, Mozambique, Lesotho, Maurice et Ethiopie.

50 ans après : La société LAC menacée de liquidation

Source : www.digitalcongo.net du 28/06/2011

29 juin 1961-29 juin 2011, la compagnie nationale aérienne vient de totaliser 50 ans d'existence depuis sa création. Pour célébrer ce cinquantenaire, la direction générale a résolu de marquer un temps d'arrêt afin de méditer, réfléchir en profondeur sur la situation de l'entreprise.

C'est ce qui explique l'organisation, hier lundi 27 Juin, d'un point de presse animé par l'ADT Chérubin Okende Senga, représentant l'ADG empêché.

L'orateur a axé son exposé en quatre volets essentiels, à savoir la rétrospective d'un passé cinquantenaire, les états des lieux cinquante après, la vision managériale à l'orée du cinquantenaire et contraintes subséquentes ainsi que les perspectives d'avenir et préalables pour une compagnie nationale viable et fiable, après un parcours de 50 ans.

Concernant les états des lieux, l'orateur a indiqué qu'ils s'illustrent par une crise multiforme qui touche à la fois, à la flotte, aux équipements de support, aux infrastructures d'exploitation, aux ressources humaines et aux finances. Les activités de la compagnie sont, sinon en arrêt systématique, mais en quasi-arrêt.

Sa flotte opérationnelle, constituée d'un Boeing 737 acquis sur fonds propres, est clouée au sol faute de fonds de roulement. Le matériel de support, désuet, ne permet plus d'effectuer des prestations de bonne qualité. Les infrastructures d'exploitation sont totalement délabrées.

Les ressources humaines, pléthoriques au regard du tassement quasi-total des activités, sont dépassées en âge avec plus de 75% éligibles à la retraite. Avec un cumul de plus de 200 mois d'arriérés des salaires pour le personnel et plus de 30 mois d'arriérés d'émoluments pour les mandataires actuels, la dette sociale consolidée se situe à environ 90.000.000 USD. Les revenus générés par des accords commerciaux portant sur l'exploitation des droits de trafic s'élèvent, en moyenne, à 350.000 USD.

Les charges de fonctionnement mensuelles incompressibles sont estimées à plus de 1.200.000 USD alors que les revenus disponibles déduits de divers nantissement ne dépassent pas 50.000,00 USD, en moyenne. Le niveau de l'endettement global dépasse les 145.000.000,00 USD.

Plus de 70 dossiers judiciaires sont en cours et la Compagnie a succombé devant plus de 15 jugements coulés en force de la chose jugée. LAC enregistre environ cinq saisies judiciaires tous les trois mois.

La Compagnie détient des créances certifiées sur l'Etat de l'ordre de 22.000.000,00 USD impayées depuis plus de deux décennies.

Des interventions économiques inscrites dans les budgets de l'Etat en faveur de la Compagnie nationale ne sont jamais débloquées du Trésor public. En l'occurrence, pour environs USD 6.000.000,00 inscrits au budget de l'exercice 2010 en faveur de LAC, le montant équivalent à USD 1.000.000 a été payé à une autre entreprise alors que la compagnie nationale est oubliée par les rouages financiers du gouvernement.

Après avoir auparavant retracé l'historique de l'entreprise et présenté, par la suite, un tableau de marasme généralisé, l'ADT Chérubin Okende Senga a défini la vision managériale axée sur la bonne gouvernance, la recherche de l'efficacité dans le management et la promotion du dialogue social.

Parlant des perspectives d'avenir et préalables pour une compagnie nationale viable et fiable, l'ADT Chérubin Okende Senga s'est dit optimiste au regard des atouts substantiels dont dispose LAC.

Notamment la sauvegarde des droits de trafic ainsi que la restauration de la mono-désignation tant dans les accords aériens que dans l'assistance au sol des vols internationaux en faveur de la Compagnie nationale ; la consolidation de la coopération commerciale entre LAC et d'autres compagnies aériennes nationales ; la réalisation du projet LAC-AVIC, portant sur l'acquisition par LAC de huit avions de fabrication chinoise.

Mais, il faut, au préalable, réunir les moyens financiers nécessaires indispensables à une relance effective.

Dans le cas contraire, estime l'orateur, le gouvernement, représentant l'Etat-proprétaire, devra décréter la liquidation légale de cette société dans sa situation patrimoniale actuelle afin d'envisager, le cas échéant, la création d'une nouvelle compagnie nationale dégagée des contraintes de son lourd passif.

La Belgique, future experte ès «sortie du nucléaire»¹

Source : www.Trends.be du 28/06/2011

La Creg met en garde contre une pénurie d'électricité dans les trois ans à venir et propose de repousser la sortie du nucléaire de quelques années. Il s'agirait de «la pire des solutions», rétorque le ministre fédéral de l'Énergie, qui voit au contraire, dans le démantèlement des centrales en fin de vie, une opportunité pour notre pays.

La Commission de régulation de l'électricité et du gaz met en garde : on risque de manquer d'électricité entre 2012 et 2014 car on investit trop peu dans de nouvelles centrales électriques, peut-on lire mardi dans *De Standaard* et *Het Nieuwsblad*.

La Creg avait déjà mis en garde voici quatre ans sur le fait que des investissements devaient être faits dans de nouvelles centrales électriques, mais cela n'a pas été le cas ou pas suffisamment. Aujourd'hui, il est trop tard pour construire rapidement de nouvelles centrales. Construire une nouvelle centrale prend en effet au moins trois ans.

De nouvelles décisions en matière d'investissements ne pourraient dès lors permettre de résoudre le problème qu'au plus tôt en 2016.

Conséquence directe : «Le risque est plus élevé que la Belgique ne soit pas en mesure de couvrir ses propres besoins et que notre dépendance vis-à-vis des pays voisins (en raison de l'importation d'électricité) croisse», prévient la Creg. La situation s'améliorera dans les années suivant 2015.

La liste des investissements prévus est suffisante pour couvrir la demande d'ici 2020, même si les plus vieilles centrales nucléaires sont fermées entre-temps. La Creg propose qu'une nouvelle centrale soit construite et que la sortie du nucléaire soit reportée de quelques années, par exemple à 2016-2017.

Risque de pénurie électrique : le ministre Magnette relativise le rapport de la Creg

Paul Magnette, ministre fédéral de l'Énergie, a relativisé mardi les conclusions de la Creg sur les risques pour l'approvisionnement électrique entre 2012 et 2014 : «Ce n'est rien de très neuf, a-t-il commenté sur les ondes de *Matin Première*. On savait déjà que la Belgique est un importateur net d'électricité.»

Le ministre Magnette a néanmoins confirmé que des investissements importants devaient être réalisés, plaidant notamment pour l'élaboration d'un grand plan d'investissements élaboré avec toutes les entités du pays. Interrogé sur la suggestion de la Creg de reporter la sortie du nucléaire en Belgique d'un ou deux ans, Paul Magnette a jugé qu'il s'agirait là de «la pire des solutions». Pour lui, le démantèlement programmé des premiers réacteurs en Belgique pourrait receler une opportunité économique pour les spécialistes nucléaires belges qui pourraient utilement être «recyclés» en vue d'assurer le démantèlement des réacteurs en fin de vie dans plusieurs pays. «Il y a des marchés à prendre un peu partout dans le monde !», a-t-il conclu.

¹ Titre tel que repris sur le site www.trends.be

Les chantiers de Christine Lagarde au sein du FMI

Source : www.trends.be du 28/06/2011

La ministre française de l'Economie a été désignée, mardi 28 juin 2011, à la tête du Fonds monétaire international (FMI), en remplacement de Dominique Strauss-Kahn. Christine Lagarde prend les rênes d'une organisation internationale à un moment délicat pour l'institution qui a en charge plusieurs dossiers brûlants : la dette grecque et la réforme du système monétaire international. La nouvelle directrice du FMI prendra ses fonctions le 5 juillet.

Le premier dossier du nouveau patron du FMI sera la dette grecque. L'institution financière internationale s'est largement impliquée dans le plan de sauvetage de la Grèce aux côtés de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne. Un an après son appel à l'aide, le pays est loin d'être sorti d'affaire. Le FMI doit donner son feu vert au versement de la cinquième tranche d'aide (12 milliards d'euros) du plan de sauvetage de 110 milliards d'euros et un deuxième plan de sauvetage de la Grèce qui semble désormais acquis. Une bonne part de la crédibilité du FMI se joue à Athènes. Le nouveau directeur général devra prouver aux Etats-membres, dont les ressources ont été engagées, que le pays peut sortir de la crise budgétaire où il est enfoncé. La Grèce n'est pas un cas isolé. D'autres pays de la zone euro, l'Irlande et le Portugal, se sont résignés ces derniers mois à accepter l'aide du FMI.

Tensions sur les taux de change

La crainte d'une contagion de la crise grecque au reste de la zone euro inquiète tout le monde jusqu'aux Etats-Unis qui ont déjà affronté la crise des subprimes. Pour y remédier et mesurer les impacts transfrontaliers de la politique économique menée dans les cinq plus grandes économies du monde (Chine, Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni et zone euro), le FMI publie en juillet une série très attendue de rapports sur les risques de contagion. Il reviendra au nouveau directeur général de défendre leur crédibilité.

Autre dossier qui attend le nouveau patron du FMI : la réforme du système monétaire international. L'institution doit réviser à l'automne son cadre de surveillance des taux de change. Malgré la double pression des Etats-Unis et de l'Europe, la Chine veut aller à son rythme dans la réévaluation du yuan, et procéder de manière progressive, plutôt que par une thérapie de choc.

Le refus de l'Egypte

Le nouveau directeur du FMI arrive également à la tête d'une institution en pleine crise de légitimité. Depuis quelques années, le FMI fait face à une vague de mécontentement grandissante de plusieurs pays émergents dont la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. Pour prendre en compte le nouveau poids des émergents dans l'économie mondiale, une réforme du droit de vote a été mise en œuvre à l'automne 2010. Les pays européens détiennent actuellement quelque 30% du pouvoir électoral au FMI tandis que les Etats-Unis ont presque 17%. Les pays asiatiques possèdent pour leur part environ 20%, le reste étant détenu par les autres pays.

Les pays émergents ne sont pas les seuls à contester le FMI. L'image de l'institution est également désastreuse dans les pays en développement. L'Egypte a ainsi renoncé aux aides du FMI et de la banque mondiale, soit un prêt de 3 milliards de dollars sur 12 mois au taux d'intérêt attractif de 1,5%. Le gouvernement de transition dit préférer les prêts et les dons de l'Arabie saoudite et du Qatar. Ce n'est pas la première fois que des pays endettés refusent des aides du FMI. Comme l'Egypte, l'Argentine, l'Indonésie ou encore la Malaisie, à la fin des années 90, au moment de la crise financière asiatique.

Les 4 défis qui attendent Lagarde au FMI

Source : www.Trends.be du 29/06/2011

C'est fait. Christine Lagarde a été officiellement nommée à la direction générale du Fonds monétaire international. Voici les quatre défis qu'elle devra relever pour s'imposer.

Défi n° 1 : éviter le conflit d'intérêt

Les Européens ont eu ce qu'ils voulaient : garder la direction du FMI à un moment où la zone euro s'enfonce dans la crise de la dette. Mais paradoxalement, Christine Lagarde devra se montrer d'autant plus ferme avec les pays européens en difficulté que de nombreux observateurs s'inquiètent de voir une directrice française se montrer trop indulgente avec sa région mère. De fait, le FMI a accordé 91,7 milliards de dollars prêts à l'Europe, soit un tiers des plans de sauvetage de la zone euro. Christine Lagarde en est consciente et a maintes fois souligné qu'elle saurait être dure. Et elle l'a répété jeudi lors de son "grand oral " jeudi devant le conseil d'administration : "Je ne suis ici pour représenter les intérêts d'aucune région du monde en particulier, mais bien l'ensemble des Etats membres". Et d'assurer : "Je ne me départirai pas de la franchise et de la vigueur nécessaires dans mes discussions avec les responsables européens, bien au contraire, a-t-elle déclaré. Il ne peut y avoir place pour la complaisance quand des choix douloureux doivent être faits, et il n'y a pas d'alternative à l'adoption, par les autorités grecques, d'ajustements difficiles mais indispensables pour restaurer la viabilité des finances publiques et la compétitivité du pays". Concrètement, à peine arrivée, Lagarde devra prendre une décision délicate sur le sort de la Grèce : faudra-t-il ou pas restructurer sa dette ? Mais il n'y a pas qu'avec la Grèce qu'elle sera amenée à se montrer tenace. Elle pourrait bien avoir à croiser le fer avec ceux qui vont lui succéder à Bercy, si ces derniers ne mènent pas les réformes jugées cruciales pour préserver le triple A de la dette française.

Défi n° 2 : convaincre les émergents

"Si je suis élue, je me consacrerai à continuellement adapter la représentation au sein du Fonds, en particulier les quotes-parts, à des réalités économiques changeantes", a-t-elle déclaré. Cela risque de sembler un peu hypocrite, puisque pour vraiment "adapter" le fonds aux nouveaux rapports de forces économiques, il aurait déjà fallu que Christine Lagarde laisse la direction du fonds à un émergent, comme son prédécesseur l'avait promis. N'empêche qu'il reste des progrès à faire en dehors de la question de la direction. Un rapport interne du FMI publié en mai conclut que la part des postes " senior " occupées par des employés d'Afrique, d'Asie de l'Est, du Moyen Orient et des " pays en transition " d'Europe de l'Est était encore beaucoup trop faible. Lagarde a fort intérêt à y remédier. Car à force d'être exclus des hauts postes des organisations internationales, de nombreux pays pourraient finir par se détourner

complètement des institutions de Bretton Woods et créer leurs propres réseaux de coopération. De fait, l'Egypte a annoncé samedi qu'elle abandonnait ses demandes de prêts au FMI et à la Banque Mondiale. Elle se tourne en effet vers deux pays du Golfe : le Qatar avec des investissements de 10 milliards de dollars et l'Arabie Saoudite, avec près de quatre milliards de dollars d'aide sous forme de prêts à long terme et de dons.

Défi n° 3 : préserver la pertinence du Fonds

La sortie de DSK était certes peu glorieuse, mais le bilan de ses trois ans et demi à la tête du fonds est globalement positif. Saisissant l'occasion de la crise pour redonner un sens à une institution de plus en plus désuète, il en a faite un acteur incontournable du système financier mondial. Concrètement, cette réhabilitation de l'institution s'est traduite par le triplement de ses ressources : 500 milliards de dollars supplémentaires se sont ainsi ajoutés aux 250 milliards de dollars de ressources existantes. Christine Lagarde devra donc réussir à tirer les leçons de la crise pour que le FMI continue de jouer un vrai rôle. C'est pourquoi elle a évoqué devant le conseil d'administration la nécessité d'"une surveillance plus rigoureuse, efficace et cohérente [permettent] une meilleure prévention des crises et des conseils de politique sur mesure. Au-delà de sa mission primordiale d'assurer la stabilité des taux de change, le Fonds doit améliorer l'intégration de l'expertise sur le secteur financier dans sa surveillance".

Défi n° 4 : devenir économiste et visionnaire...

Mais Christine Lagarde arrivera-t-elle vraiment à imposer sa patte dans la doctrine du FMI ? Elle est ni économiste, ni banquière, mais avocate. Il faudra donc qu'elle prouve que son manque de diplôme d'économie n'est pas une faiblesse, voire même que c'est une force, en rappelant par exemple que le doctorat d'économie de l'Espagnol Rodrigo de Rato, directeur du fonds entre 2004 et 2007, ne lui a pas permis de prévoir la crise.

Sauf que l'expertise économique de DSK s'est indéniablement avérée précieuse pendant la crise. Il s'est adapté rapidement en prônant, dès 2008, la mise en place de plans de relance keynésiens. Son attitude audacieuse et en décalage avec l'orthodoxie libérale du Fonds a permis d'éviter de commettre les erreurs qui ont mené à la Grande Dépression de 1929.

Christine Lagarde a certes été ministre de l'Economie pendant quatre ans, un record, et elle s'est révélée être une négociatrice charismatique en situation de crise, mais elle n'a jamais formulé de visions fortes et personnelles. De fait, aucune loi ne porte son nom, la législation économique étant surtout définie par l'Elysée. Ce qui fait dire à ses détracteurs qu'elle n'a pas l'étoffe d'une patronne. Reste donc à voir si elle sera très influencée par le numéro 2. L'Américain David Lipton, le conseiller du président Obama pour le commerce extérieur, est pressenti pour le poste. Or cet ancien employé du FMI est connu pour ses positions dures et intransigeantes.